

Le 1^{er} octobre 2006, premier tour de l'élection présidentielle, Luiz Inacio Lula da Silva, président de la République fédérale du Brésil et membre du Parti des travailleurs (PT), a réuni 48,6 % des suffrages, 46 661 741 citoyens et citoyennes votèrent pour lui (le vote est obligatoire, avec quelques exceptions). Son rival, Geraldo Alckmin, du Parti de la social-démocratie brésilienne (PSDB), rallia 41,6 % des voix, soit 39 961 167 votants.

Heloisa Helena, candidate du Front de gauche (alliance entre le Parti du socialisme et de la liberté - PSOL, le Parti socialiste des travailleurs unifié - PSTU et le Parti communiste brésilien), rassembla 6,85 % des voix, ce qui représente un électorat de 6 575 393 personnes. Lula n'a pas obtenu la majorité des voix nécessaire pour être élu au premier tour.

Dès lors, le second tour se déroula le 29 octobre 2006. Lula en sortit vainqueur avec 60,83 % des voix (58 295 042). G. Alckmin fut relégué à bonne distance : 39,17 % des suffrages (37 543 178). Le deuxième mandat de Lula commencera, officiellement, en janvier 2007.

Ces élections et leurs résultats sont l'occasion de « rouvrir le dossier brésilien » qui a été suivi avec attention par *Carré Rouge*.

Cet article a été écrit au moment même où tombaient les résultats du second tour. Nous reviendrons sur ce qui va se dessiner au Brésil sous les auspices du deuxième mandat de Lula.

Élections brésiliennes : mise en perspective

Le résultat du premier tour de l'élection présidentielle — ainsi que celles à la Chambre des députés, au Sénat (renouvellement d'un tiers des membres), au poste de gouverneur des États de la République fédérale du Brésil et du législatif de chaque État — a donc débouché sur une situation imprévue quelque dix

jours avant la date du scrutin. Luiz Inacio Lula da Silva n'a pas été élu au premier tour.

Mis en perspective, ce résultat électoral, en tant que tel, n'est peut-être pas l'élément qui mérite le plus d'attention. En effet, ceux et celles qui, en 2002, voyaient dans l'élection de Lula et d'un « gouvernement du Parti des

travailleurs » une victoire électorale qui conduirait à une « transformation » du plus grand pays d'Amérique latine doivent (ou devraient) se poser quelques sérieuses questions. D'autant plus s'ils ont participé à la diffusion de la plus en plus mythique « démocratie participative » ou du prétendu « nouveau modèle de parti anticapitaliste » qu'aurait encore été le PT du cours des années 1990.

TOUT POUR

LA « GOUVERNABILITÉ »

Au cours des dernières années nous avons publié un matériel qui permettait de saisir la continuité substantielle entre la politique économique — avec ses conséquences sociales et politiques — mise en pratique par le gouvernement bourgeois de coalition placé sous la houlette de Lula et celle de son prédécesseur : Fernando Henrique Cardoso (FHC). Ce dernier présida aux destinées du Brésil de 1995 à 2002. Il déroula un programme de contre-réformes néoconservatrices aboutissant à un profond changement du maillage social et économique brésilien.

Avant même la date des élections de 2002, la continuité entre FHC et Lula pouvait se repérer dans les alliances passées avec des représentants significatifs du grand capital. Le choix du vice-président José Alencar, un des leaders de l'industrie du textile, donnait le ton.

Plus importante fut la nomination à la tête de la Banque centrale du Brésil d'Henrique de Campos Meirelles. La carrière de ce banquier ne se limitait pas à la direction de la BankBoston au Brésil entre 1984-1986 et à son rôle de directeur de la Febraban (Fédération des banques brésiliennes) ou de l'Association brésilienne des banques internationales. De 1999 à

2002, il fut le président de la Global Bank of FleetBoston Financial (Massachusetts, Etats-Unis). Ses activités dans divers organismes de prêts (leasing) et dans la Bourse (secteur des opérations sur instruments financiers) de São Paulo étaient très respectées par les « acteurs » du capital financier. Meirelles illustrait à lui seul l'option économique stratégique que le gouvernement Lula préparait et allait mettre en œuvre.

Rien d'étonnant dès lors — si ce n'est pour ceux qui réduisent la politique au « jeu des partis » et à leur espace électoral — de constater que les banques brésiliennes doubleront déjà leurs gains en 2004 par rapport à 2001. Or, 36 % de leurs bénéfices provenaient des opérations sur les obligations de l'État brésilien, c'est-à-dire du service de la dette interne assuré grâce au budget étatique. Ce dernier est financé par une fiscalité on ne peut plus favorable aux riches. Simultanément, l'austérité budgétaire a sévi dans le domaine social, dans celui de la réforme agraire, etc. La contrainte de l'excédent primaire du budget (donc avant paiement des intérêts sur les dettes), fixé à hauteur de 4,25 % du PIB, faisait du Brésil un pays plus « fmiste » que le FMI. Enfin, la politique des taux d'intérêt réels très élevés, dont Meirelles a été le chef d'orchestre, va gonfler les poches des rentiers parasites, détenteurs de la dette interne (obligations) : des gains réels annuels de 15 % sont garantis.

En outre, le real s'est apprécié fortement (quelque 35 %) face au dollar. Cela va favoriser tous ceux endettés en dollars comme les transnationales brésiliennes qui internationalisèrent fortement leurs opérations au cours de ces dernières années ; sans oublier les dépositaires de comptes dans les paradis fiscaux.

De fait, le gouvernement Lula a placé de suite sa politique sous le slogan : « *Il n'y a pas d'alternative* ». Cette devise thatcherienne est « conceptuellement » renouvelée en Amérique latine. Le terme de gouvernabilité a pris sa place. Précisons sa traduction : la « gauche » doit faire montre de son aptitude à passer des alliances sociales avec des fractions effectives de la bourgeoisie et des accords politiques avec des partis bourgeois. Le tout dans un triple but : 1° assurer la stabilité politique et sociale tout en menant des contre-réformes ; 2° coopter les représentants des partis « de gauche » et ceux des organisations sociales ; 3° les désarmer tous deux et, de la sorte, dépolitiser au maximum les couches populaires qui pourraient s'engager dans une action directe.

Ainsi sont satisfaites les exigences essentielles du Capital national et international. Cette orientation fut d'ailleurs mise en œuvre, dès 2001, dans la mégapole phare du Brésil, São Paulo, par la maire Marta Suplicy, égérie du *new-PT*, qui perdit son poste lors des élections municipales en 2004. Elle n'hésita pas à passer des accords avec des représentants de la droite la plus traditionnelle et réactionnaire. Elle sera nommée pour conduire la campagne de Lula, lors du second tour !

L'AFFIRMATION

D'UNE

NÉO-BUREAUCRATIE

Seule la candeur pouvait laisser croire que l'accession de Lula à la présidence, en 2003, allait marquer un « tournant ». D'autant plus que sa victoire électorale eut lieu dans un contexte où les mobilisations sociales étaient fragmentées et en recul. À l'exception de celles conduites, entre

autres, par le Mouvement des Sans Terre (MST) et des organisations analogues (MTL) ; toutefois, il faut replacer ces luttes, importantes, dans le cadre d'un pays largement urbanisé : plus de 83 % de la population vit ou survit dans des conurbations.

Depuis 1994, la mutation du PT s'est accélérée en réponse, partiellement, à l'échec de la campagne électorale de Lula contre FHC et comme résultat, aussi, de son insertion croissante dans les institutions locales ; cela au moment même d'une décrue des mobilisations socio-politiques et d'une transformation du tissu social. Le poids des salarié-e-s de l'industrie — qui avaient porté le PT sur les fonts baptismaux à la toute fin des années 1970 — décroît. Le recul de l'emploi industriel des années 1960-1980, dans des régions politiquement de référence, s'accompagne de l'élargissement d'un salariat de plus en plus précarisé, avec un dégradé allant jusqu'aux extrêmes du « secteur informel ». Conjointement, le courant de la théologie de la libération (présent aussi bien dans le PT, dans le MST que dans plusieurs organisations sociales) subissait les coups portés par Jean-Paul II et son appareil bureaucratique. Sa vitalité a été affaiblie. Or, ses adhérents intervenaient de manière vive dans un « paupériorat » en extension. Le climat socio-politique dans les « mouvements sociaux » s'en est ressenti.

Dans un tel contexte, Lula, avec l'appui d'un secteur du PT, a construit une machine politique (par exemple l'Institut de la Citoyenneté) qui prit ses distances avec le corps du PT, tout en contrôlant l'appareil central du parti. Les rapports avec la base du PT changèrent. Cette dernière est consciemment désorganisée.

Une néo-bureaucratie se développe. Son enracinement social s'effiloche

complètement, quelles que soient sa trajectoire et son histoire militante. Cela explique notamment la rapidité de sa conversion programmatique et politique ; un processus qui d'ailleurs ne se limite pas au seul Brésil.

Les principaux protagonistes de ce remodelage du PT — autour de Lula qui en est le centre — tomberont sous les coups des scandales à répétition dès 2005 : de José Dirceu (le bras droit de Lula, ayant initialement la charge d'un vice-président) à José Genoïno (président du PT) en passant par le ministre de l'Economie Antonio Palocci, pour limiter là la liste.

L'activité militante est sur la pente du déclin au cours de la seconde moitié des années 1990. Lors des élections, le PT paie des distributeurs de tracts et des porteurs de drapeaux et pancartes. Tout un symbole du ralliement à la pratique des partis bourgeois traditionnels brésiliens, avec leur clientélisme bien ancré. Les campagnes électorales présidentielles de 2002 (comme les municipales de 2004) et de 2006 furent exemplaires à ce propos. Cela va de pair avec une politique de recrutement très « ouverte » qui est en syntonie avec la fonction possible du PT comme ascenseur social pour une clientèle fidèle parce que choisie.

Dès le milieu des années 1990, Lula agence des rapports « directs » — ce qui nécessite une priorité donnée aux médias — avec une partie importante d'une population éloignée de toute organisation politique et sociale. Ce faisant, il va accroître la tendance à se voir déléguer un rôle de thaumaturge, construit sur l'arrière-fond médiatisé de sa trajectoire d'enfant du Nordeste et d'ouvrier de la métallurgie. Toute la campagne électorale de 2002 fut conduite par un spécialiste de la communication, Duda Mendonça, qui avait déjà servi des candidats

de la droite. Mendonça devra reconnaître que le financement de la campagne de 2002 relevait de fonds ayant transité par les paradis fiscaux des Bahamas. Les liens avec la *Rede Globo*, décisive dans le monde médiatique brésilien, exigèrent aussi des promesses de soutien et des contreparties.

En 2002, un candidat paradisiaque est donc mis en scène : « *Lula, paix et amour* ». Ce candidat écrit directement au peuple brésilien, tout en donnant, dans la même lettre, toutes les assurances exigées par les puissants. Sur injonction de FHC, il signe, bien avant les élections, un engagement à suivre les « recommandations » du FMI.

Tout était donc en place pour que la présidence de Lula soit celle d'une continuité préservant (et renforçant) les intérêts des dominants — dans un des pays les plus inégalitaires au monde — et affaiblissant ou neutralisant les organisations aptes à stimuler la défense des besoins et exigences des classes populaires. Les élections de 2006 confirment cette tendance, si ce n'est qu'elles sont assombries par la cascade de scandales de corruption qui touchent le parti prétendant avoir le monopole de « l'éthique ».

LA DIFFICILE RUPTURE

ET SON CONTRAIRE

Ces transformations du PT furent saisies par une partie des tendances qualifiées de gauche du PT. Toutefois, ces courants et leurs membres seront soumis à divers conditionnements et craintes, ou encore cultivèrent des illusions rassurantes, au point que certains y succombèrent au prix... de récompenses sonnantes et rétribuantes.

1- Les critiques faites à l'orientation

non seulement du « camp majoritaire » du PT, mais aussi à la machine bureaucratique mise en place par Lula et ses affidés étaient souvent contenues, de peur de « *donner des munitions à la droite* ».

2- Les congrès du PT fonctionnaient, en grande partie, comme un théâtre d'illusionnistes : des prises de position « de la gauche » du PT pouvaient obtenir un certain appui, mais elles ne se traduisaient en rien dans l'orientation générale pratique et dans celle divulguée par Lula. Ces congrès devinrent de plus en plus des rassemblements où les élus et les permanents du PT disposaient de la très large majorité des mandats.

3- La « fidélité » aux idées initiales du parti se transforma, pour beaucoup, sous l'attrait d'avantages en termes matériels et de reconnaissance publique, en une « fidélité » à l'appareil du parti. Le « programme » fut classé aux archives.

4- La cooptation des dirigeants syndicaux de la CUT (Centrale unitaire des travailleurs) alla de pair avec le « tournant » du PT-Lula. Ce n'est d'ailleurs pas un hasard si les dirigeants syndicaux ont été si nombreux à disposer de postes importants dans les instances gouvernementales ou dans l'appareil de direction politico-gouvernementale lors du (premier) mandat présidentiel de Lula.

Par leur pratique de négociation dans les grandes entreprises, en particulier les filiales des multinationales, les syndicalistes avaient pris le pli du compromis que l'on apprend à vendre, muni d'un bel emballage, aux salarié·e·s. La « *concertation sociale* » servira d'apprentissage à la « *concertation politique* ». Elle sera encouragée lors des cours donnés, sur invitation, par l'appareil syndical du DGB allemand et par des fondations telles que la Friedrich Ebert Stiftung.

En outre, l'intégration des dirigeants syndicaux dans la gestion de sommes très importantes des fonds de pension les mettra en relation avec le capital financier et en fera des partenaires consentants de la politique de Meirelles. La première contre-réforme de la présidence Lula portera, précisément, sur l'élargissement et la libéralisation des fonds de pension.

5- La crainte d'une rupture avec le PT pouvant aboutir à un certain isolement politique réel — après avoir agi dans le cadre rassurant d'un grand parti disposant de forts appuis institutionnels — a freiné des velléités d'oppositions claires, frontales, qui risquaient d'aboutir à une cassure.

Cette retenue a aussi réduit (même si on peut en discuter l'ampleur) la capacité de résistance à la politique du gouvernement Lula. Les réserves dans la critique, justifiées parfois par des calculs de diplomatie politique sophistiqués, ont contribué à accroître le scepticisme et le découragement parmi une couche militante.

Dès lors, la rupture d'une infime fraction du PT intervenue en 2003 était d'autant plus importante. Elle s'est produite lorsque Heloisa Helena (candidate présidentielle aux élections de 2006), Luciana Genro (députée de Rio Grande do Sul, réélue en 2006 avec un très bon score) et Baba (Joao Batista Oliveira de l'État du Paraná qui n'a pas été réélu) furent suspendus puis exclus du PT. Plus décisif, ces militant·e·s s'engagèrent de suite dans la création de ce qui deviendra le P-SOL (Parti du socialisme et de la liberté).

Début des années 1990, des forces qui donnèrent naissance en 1994 au PSTU (Parti socialiste des travailleurs unifié, légalisé en 1995) s'étaient déjà engagées dans une orientation d'expulsion-rupture avec le PT. Ces deux formations se sont retrouvées dans le

Front de gauche à l'occasion de ces dernières élections (voir sur le site www.alencontre.org la présentation de la plate-forme électorale du Front de gauche, en date du 8 septembre 2006).

LA BANALITÉ DE

LA CORRUPTION...

Il est courant d'entendre dans la « gauche » que le gouvernement du PT-Lula a fait des *erreurs*. Si l'on entend par là les faux pas commis par l'appareil luliste à l'occasion de l'achat du vote de députés à la Chambre pour obtenir une majorité, il faut simplement parler de *mal-adresses*, mais pas d'erreurs. Certains députés de « l'opposition » ont touché un versement mensuel pouvant aller jusqu'à 10 710 euros pour vendre leur voix au gouvernement. Cette pratique est le propre du fonctionnement du parlement bourgeois et de ladite démocratie brésilienne, même si ses concurrents sont nombreux dans le monde. L'appareil du PT s'y est totalement adapté. En cela, il prolongeait ce que, à une échelle inférieure, il faisait souvent dans de grandes municipalités et des États où ses membres dirigeants détenaient des postes de gouverneur et de maire. Chantages et « révélations » sont inhérents à ces pratiques. Les scandales ne pouvaient qu'éclater au grand jour.

Il faut aussi avoir à l'esprit que Lula, une fois président, pouvait nommer quelque 20 000 personnes à divers postes. Une distribution toute particulière de la reconnaissance pour services rendus ou à rendre. Les privatisations dictées par FHC ont d'ailleurs réduit le nombre de ces postes-prébendes.

En outre, l'emprise sur une partie de l'appareil d'État central — en effet, la police et l'armée, entre autres, ont

toujours manifesté leur « indépendance » et les généraux ont continué leurs relations traditionnelles avec leurs confrères des Etats-Unis — a donné au PT des ressources financières nouvelles et un réseau d'influences accru. Il n'avait pu jusqu'alors les cultiver avec autant de dynamisme. Les « scandales de corruption » qui éclaboussèrent le PT et ses dirigeants ne sont que la traduction de son intégration pleine et complète à la structure politico-étatique bourgeoise du Brésil.

La représentation politique fragmentée dans le législatif brésilien stimule aussi les négociations (avec un prix fixé en dollars ou reais) et les distributions de « dédommagements ». C'est un véritable commerce. À cela s'ajoutent les relations avec les gouverneurs des États. Elles ont le plus souvent la forme de transactions financières, sous formes diverses.

.. ET LE CLIENTÉLISME

Le fossé entre le fonctionnement de ce système politique et la très large majorité de la population est abyssal. En effet, plus de 43 millions de Brésiliennes et de Brésiliens vivent dans l'extrême indigence, soit (selon un critère d'ailleurs discutable) avec un dollar par jour. Le dernier rapport de la FAO sur l'insécurité alimentaire (2006) indique que 14,4 millions de personnes souffrent encore de dénutrition au Brésil. Les dépenses dédiées à l'éducation d'un enfant des « classes moyennes » sont 78 fois plus élevées que celles pour un enfant des milieux populaires, pour autant que ce dernier soit scolarisé. Les intérêts encaissés par les détenteurs d'obligations d'État équivalent au revenu de la moitié pauvre de toute la population ! C'est à cette aune qu'il faut aussi mesurer le fossé entre le « monde poli-

tique » et la majorité de la population. Certes, les élections peuvent représenter un moment exceptionnel pour des « citoyens » peu concernés : ils ont l'occasion de gagner 8 à 10 euros par jour en agitant des drapeaux et des pancartes durant 10 heures, sur les bords des carrefours d'une ville ou lors de « meetings de masse » des « grands partis ».

C'est dans cet espace muré entre les salons des théâtres institutionnels et la vie de la très large majorité de la population que le clientélisme politique prospère. Sur l'humus des inégalités sociales extrêmes comme de la pauvreté persistante et brutale les pratiques clientélares fleurissent. Elles peuvent aussi prendre les formes de projets assistentialistes tels que le gouvernement Lula les a conduits. Selon la Banque mondiale, elles doivent accompagner les contre-réformes afin de « stabiliser la situation socio-politique ».

Sur ce plan également le gouvernement Lula n'a donc pas « commis d'erreurs ». **Il a simplement continué, comme cela était annoncé dès 2002, l'essentiel de l'orientation impulsée par FHC.**

Lula a réorganisé les initiatives d'aides ciblées aux plus pauvres. Nombre d'analystes ont insisté sur l'importance de la *bourse-famille* (*bolsa familia*) pour comprendre l'appui électoral que Lula a reçu dans le Nordeste (Nord-Est) du pays en 2006. Le fait est peu contestable. Au même titre que le paiement de la dette représente **90 fois** la part du budget qui fut consacré à cette bourse-famille !

En outre, il ne faudrait pas oublier que ces aides ciblées (selon les critères même de la Banque mondiale) ont été mises en place par FHC et même par son prédécesseur José Sarney. Ainsi, les bons d'achat de bonbonne de gaz pour la cuisson des aliments

(*vale-gas*), les coupons pour l'achat de lait (*ticket-leite*) ou l'aide pour être scolarisé (*bolsa-escola*) existaient déjà. FHC gérait ces soutiens, pour ne pas dire ces aumônes, comme instruments de captation de votes. Sur le fond, Lula va réunir dans la *bourse-famille* les diverses mesures d'assistance. Cela a permis à des millions de familles d'acquiescer, avec des sommes pouvant aller jusqu'à 35 euros par mois, de la nourriture de base (riz, haricots rouges...). Ce n'est pas à négliger. Mais l'insertion structurelle de ces millions de travailleuses et travailleurs dans le tissu socio-économique n'a pas changé d'un iota ; et cette mesure élémentaire n'a pas la forme d'un droit universel. Elle a gardé l'objectif de la captation de votes.

PAS TOUCHE À

LA PROPRIÉTÉ PRIVÉE

Quant au plan Faim zéro (*fome zero*), présenté avec fracas en 2001 conjointement aux promesses d'une réforme agraire significative, il eut la consistance de son qualificatif. Fin 2005, le sociologue Chico de Oliveira le résumait ainsi : « *En quoi consiste faim zéro ? L'Église catholique l'aurait appelé extrême onction. Il sauve l'âme, mais pas le corps. C'est ce que fait Faim zéro. Comment ce programme change-t-il la façon dont sont distribués les revenus au Brésil ? En rien.* »

En effet, la réforme agraire devait être une pièce centrale de toute réponse à la « faim », dans un pays où, selon l'Institut officiel (INCRA), les 32 264 plus grands propriétaires terriens (possédant chacun plus de 2000 hectares) détiennent 31,6 % des terres cultivables. La composition initiale du gouvernement laissait déjà entrevoir que, malgré les espoirs et la mobilisation des organisations de sans-terre et de petits paysans, la ré-

forme agraire serait plus que modeste. Et pour cause.

Le Ministère de l'agriculture fut confié à un représentant connu de l'agribusiness exportateur : Roberto Rodriguez. Celui du « *développement agraire* » (réforme agraire) à un représentant de la gauche du PT (membre du courant Démocratie socialiste), Miguel Rossetto (qui ne fut pas réélu comme député). La hiérarchie était établie.

Les grands propriétaires l'ont immédiatement compris. En alliance étroite avec les juges, ils ont utilisé les instruments légaux pour frapper les paysans pauvres. En 2003, selon la Commission Pastorale de la Terre (CPT), 35 297 familles (176 485 personnes) furent expulsées des terres qu'elles occupaient ou dont elles revendiquaient la propriété, après les avoir travaillées durant des années. Un nombre annuel d'expulsions décidées par des juges sans précédent dans l'histoire du Brésil. Ce qui ne freina pas les assassinats de paysans et de militants du MST durant tout le mandat de Lula.

Ce n'est pas le lieu ici d'établir un bilan de la réforme agraire. Néanmoins, entre les objectifs réalistes fixés en 2003 (sur demande du gouvernement Lula) par Plinio de Arruda Sampaio, une autorité en la matière, et le résultat final, la distance est analogue à celle séparant les latifundistes des petits paysans. Le plan de Sampaio prévoyait l'installation sur des terres d'un million de familles jusqu'en fin 2006, un système de prêts bancaires et d'achat anticipé de la récolte afin d'approvisionner, à terme, le plan « *faim zéro* » et des acquisitions étatiques de nourriture pour les écoles, les hôpitaux, l'armée, etc. Ces propositions de Sampaio pouvaient être mises en application par décret présidentiel ; donc l'obstacle parle-

mentaire ne peut être invoqué.

Ici, il ne s'agit pas seulement d'une différence quantitative entre engagement chiffré et réalisation (un rapport de 1 à 5) mais d'une question essentielle de choix politico-programmatique. Le gouvernement Lula ne voulait pas affronter la question de la propriété privée, celle des latifundistes, même sous des formes modérées. « *L'expropriation* » des terres s'effectue en effet contre un paiement intéressant (une sorte de titre obligataire) pour « *l'exproprié* » ; cela indique aussi le lien entre la politique budgétaire austère, ses choix prioritaires, et la dynamique de la réforme agraire.

Les tensions avec le MST et d'autres organisations n'ont cessé de croître en 2005 et 2006. Cependant, des dizaines de milliers de familles végètent sur le bord des chemins dans l'attente de pouvoir s'installer sur des terres, et dépendent donc encore des aides financières du gouvernement. Ce qui explique, en partie, l'attitude du MST face au gouvernement Lula.

QUAND L'ARGENT

OCCUPE TOUT

LE CHAMP POLITIQUE

L'absence de débats programmatiques entre les deux candidats qui occupèrent le plus l'avant-scène médiatique, Lula et Alckmin, fut la caractéristique principale du premier tour de l'élection. Le marketing politique envahit tout l'espace. L'argent, les ressources financières ont pris la place de la « *mobilisation citoyenne* », à un point rarement connu jusqu'ici. Cela s'inscrivait dans le droit fil des années Lula.

Une sorte de complicité en ce domaine se manifesta entre les deux principaux acteurs de la présidentielle. Pe-

dro Stedile, membre de la coordination du MST, dans un entretien avec l'Agence *Carta Maior*, le 5 octobre 2006, affirmait : « *Lors du premier tour il n'y eut pas de débat et, pratiquement, les candidats ne défendirent pas de projet... La caractéristique de ces élections, au moins lors du premier tour, fut un état d'hébétude générale en fonction du manque de débat sur des projets.* » Stedile souligne que Lula en aucune mesure « *ne stimula la participation du mouvement social* ». Ce fut en effet le grand absent de la période électorale.

Il fallut attendre les dix derniers jours pour enregistrer un changement. Il n'intervint pas dans la qualité du débat politique, mais dans l'offensive (plus vigoureuse qu'attendu par la direction du PT) des médias contre Lula et son gouvernement. Télévision et presse s'emparèrent d'une affaire : la tentative d'achat, pour une somme de quelque 800 000 dollars, d'un « dossier » censé compromettre José Serra (candidat du PSDB au poste de gouverneur de l'État de São Paulo, qui fut élu au premier tour) dans des affaires de corruption.

Des proches collaborateurs de Lula avaient monté cette opération, au cours de laquelle ils furent arrêtés le 15 septembre. Tous les médias mirent en scène la montagne d'argent, au sens littéral du terme, qu'impliquait une telle démarche d'acquisition de documents compromettants. Ils posèrent une question : d'où viennent ces fonds ? Une interrogation à laquelle les responsables du PT ne pouvaient répondre. Une fois de plus, Lula n'était « *pas au courant* » et renvoyait à la maison les « *responsables* » !

Pour une frange des électeurs et des électrices, cette exhibition d'argent éclairait, une fois de plus, d'une lumière crue non seulement les pra-

tiques du PT, mais le mur séparant la vie de ces politiciens de la leur. Le passif du gouvernement Lula acquérait à nouveau les traits de la corruption, du gaspillage, de l'incompétence. Que des actes de corruption puissent être imputés (entre autres, dans une affaire d'achat d'ambulances) au PSDB et à son candidat passait au second rang, d'autant plus que les révélations en la matière n'étonnent pas trop. Par contre, la convergence des pratiques entre les deux composantes politiques, représentées par les candidats Lula et Alckmin, se concrétisait. Dans cette ambiance nauséabonde, Lula refusa de participer, le 28 septembre 2006, au seul débat réunissant les divers candidats : Alckmin, Heloisa Helena, Cristovam Buarque. Une reculade qui a traduit la difficulté pour Lula de défendre les méthodes et le contenu de sa politique à l'occasion d'un débat télévisé non biaisé. Divers analystes, spécialistes de l'évolution des intentions de vote, ont attribué à ces deux « incidents » le fait que Lula ne fut pas élu au premier tour, même si son résultat fut supérieur à celui de 2002 (48,6 % contre 46,4 %). Certes, il avait l'avantage de disposer de la machine étatique. De l'efficacité de cet atout, FHC en avait fait la démonstration lors de l'élection pour son deuxième mandat présidentiel.

UN AFFRONTEMENT

ÉLECTORAL DANS

UN CADRE DÉLIMITÉ

En arrière-fond de la campagne médiatique des jours précédant le 1^{er} octobre s'est profilée la volonté d'un secteur de la bourgeoisie de mettre en difficulté Lula et de lui infliger un échec.

Dans tous les cas, lui imposer un se-

cond tour ne pouvait qu'aboutir à s'assurer une soumission accrue, dans le futur, aux exigences du Capital. Dans un entretien avec le quotidien argentin *Clarín* (7 octobre 2006), le dirigeant de la Fédération des industriels de São Paulo (FIESP), Paulo Skaf, qui indiquait qu'une fraction de son organisation et lui-même préféreraient Alckmin, soulignait, en substance, que les deux candidats devraient introduire des changements dans la politique gouvernementale à venir : réduire la « dimension de l'État », modifier le système fiscal, redéfinir la politique des taux d'intérêt, etc. La FIESP le ferait savoir, confiait-il, lors de conversations avec les deux candidats et était certaine d'être écoutée.

Le sociologue Chico Oliveira, cité dans des contributions publiées par *Correio da Cidadania*, observe « qu'il s'agit, essentiellement, d'une élection entre deux options conservatrices ; il n'y a aucune nouveauté en l'espèce. C'est une lutte pour le contrôle des fonds publics entre deux grands regroupements d'une même classe sociale, mais dont les sigles sont le PT et le PSDB. » Lula, lors d'un entretien avec la presse, suite au premier tour, a d'ailleurs esquivé la question de savoir « s'il gouvernerait pour les pauvres ou pour les riches ». Lorsque l'on gouverne, répondit-il, « on ne fait pas une séparation entre riches et pauvres ». FHC, avec son sens de la formule, déclare dans la foulée : « Lula est à la fois le père des pauvres et la mère des riches. Il n'a pas menacé leurs intérêts, au contraire. » (*Le Temps*, 11 octobre 2006)

Une fois le second tour certain, Oliveira a néanmoins insisté sur la détermination du candidat du PSDB à accélérer le rythme des privatisations. Ce qui tend à être confirmé au vu du bilan de la gestion de l'État de São

Paulo sous l'égide de ce parti. Les privatisations se sont multipliées dans les transports ferroviaires (Fepasa), dans l'énergie (Eletropaulo, Comgas et Companhias Paulista de Força e Luz), dans la voirie (Sabesp) ou encore dans le secteur bancaire (Banespa et Nossa Caixa). Les « revenus » de ces privatisations (soldées) n'ont pas empêché l'explosion de la dette publique de cet État, dette qui nourrit une couche bourgeoise rentière très liée à cette politique ultra-libérale. Quant à Lula, il a adopté des formes plus « douces » de privatisation, telles que l'ouverture du capital de grands groupes, des concessions à des compagnies pétrolières pour des forages, la participation privé-public (la PPP) qui permet au capital de sonder la rentabilité de secteurs publics, etc.

Par contre, dès le début du second tour, Lula s'est bien gardé de promettre qu'il ne relèverait pas l'âge donnant le droit à la retraite à 65 ans, qu'il ne flexibiliserait pas le droit du travail et les droits syndicaux, qu'il refuserait la confirmation définitive de l'indépendance de la Banque centrale, qu'il s'engagerait en faveur d'une réforme agraire ayant les traits de celle proposée par Sampaio, ou encore qu'il bloquerait les privatisations, pour ne pas dire qu'il les annulerait.

Son programme reste celui de la continuité social-libérale qui aura des accents tout aussi prononcés dans les années à venir. Lula a d'ailleurs reçu, le 10 octobre 2006, l'appui d'Antonio Delfim Netto, qui occupa, entre autres, le poste de ministre de l'Économie sous la dictature militaire et représenta le Brésil au FMI (*O Estado de S.Paulo*, 11 octobre 2006). Ce dernier se veut, certes, un représentant d'une politique « de développement », qui a une certaine odeur de caserne ! Très vite, des politiciens bourgeois épaulés lors du premier tour par la

machine gouvernementale ont renvoyé l'ascenseur. Quelques noms sur cette liste, à titre d'illustration : l'ex-président José Sarney élu sénateur (État d'Amapa au nord), Jader Barbalho, membre du PMDB, entrepreneur et avocat impliqué dans de nombreuses affaires (État du Para), Ciro Gomes (élu député du Ceara), l'ex-président Fernando Collor de Mello, destitué en 1992 et aujourd'hui élu sénateur de l'État d'Alagoas (siège occupé auparavant par Heloisa Helena).

Plus significatif : le plus grand producteur de soja du pays, membre de la coalition d'opposition, élu gouverneur du Matto Grosso avec plus de 65 % des voix, Blairo Maggi, se déclara en faveur de l'ancien syndicaliste de la métallurgie. Il n'a pas dû trop souffrir de la réforme agraire et des décisions concernant le soja transgénique. Mais, surtout, il a en vue l'obtention de positions dans des institutions dont l'influence sur la politique concrète du pays est grande, telle la DNIT (Département national d'infrastructure terrestre), ou la CONAB (Compagnie nationale d'approvisionnement) ou même l'INCRA (Institut national de colonisation et de réforme agraire). Blairo Maggi saura présenter la facture à Lula.

Pour illustrer ce climat, c'est avec une satisfaction ironique que le quotidien économique historique, *Gazeta Mercantil* (11 octobre 2006), soulignait, dans un reportage consacré à la campagne conduite par Lula dans une région populaire du grand São Paulo (Guarulhos), que le président a critiqué le manque de fermeté du PSDB face à la Bolivie, à l'occasion des mesures prises par le gouvernement d'Evo Morales pour accroître son contrôle sur les ressources énergétiques aux mains de la société étatique brésilienne Petrobras !

Quant à la nouvelle fraction parlementaire du PT, qui est passée de 81 à 83, elle est majoritairement composée par sa « droite » officialiste. On y retrouve les personnages qui ont, conjointement, conduit la politique du gouvernement et été mêlés à toutes les crises et à tous les scandales : José Genoïno, José Mentor, Paulo Rocha, Antonio Palocci, ou encore Ricardo Berzoini, l'ex-coordonnateur de la campagne de Lula au premier tour. Ce dernier dut quitter son poste lors du scandale de l'acquisition du « dossier » devant incriminer José Serra. Selon les enquêteurs, il préparait cette initiative depuis trois mois...

Ainsi, dès les résultats du premier tour, il ressortait que, au plan du « pouvoir législatif », la recherche d'alliances au « centre » était déjà planifiée. Le PMDB (Parti du mouvement démocratique brésilien) a d'ailleurs renforcé sa position : 89 députés contre 78 antérieurement. Le PSDB en dispose de 65 contre 59 et le Parti du front libéral (PFL) de 65 contre 64.

Pour des secteurs déterminants de la bourgeoisie et de ses représentants politiques, le second tour devait permettre de configurer et de conditionner un cadre politico-institutionnel pour la durée du second mandat. Au sein de la bourgeoisie, une fraction non négligeable pensait que le prestige de Lula auprès de la classe ouvrière et de secteurs populaires sera plus favorable pour mener à bien (sans devoir faire face à une résistance sociale marquée) de nouvelles contre-réformes.

Au cours de son premier mandat, Lula n'a-t-il pas défavorisé la mobilisation sociale ? FHC pouvait, avec ce sens de la provocation réaliste qui le caractérise, affirmer : « S'il [Lula] perd, il n'y aura pas les tensions so-

ciales que prédisent certains. Le PT n'a plus la capacité de mobilisation sociale qu'il avait auparavant. Et le PSDB est favorable à la réforme agraire. Quant aux aides sociales aux pauvres, c'est moi qui les ai créées. » (*Le Temps*, 11 octobre 2006) Pour ce qui est de la réforme agraire et des aides sociales, FHC lançait deux coups de pied de l'âne, exercice dans lequel il est passé maître. La remarque la plus significative a trait à la capacité présente de mobilisation sociale du PT. Cette atrophie accentuée du PT et de la CUT était un des objectifs que visaient les fractions bourgeoises « éclairées » qui, dès le début, ont soutenu « l'expérience Lula ».

Dès mi-octobre, le scénario d'un Lula perdant pâlisait. L'avance de Lula sur Geraldo Alckmin était estimée à 19 points (avec une marge d'erreur de 2 points). Avec environ 60 % des votes valables (donc sans les blancs, les nuls, etc.) attribués à Lula, le projet de la droite traditionnelle de récupérer, directement, le palais présidentiel (Planalto), après un seul mandat de Lula, devait être repoussé à une prochaine échéance.

Dans ce tintamarre électoral, Joao Pedro Stedile, dans un entretien à *Carta Maior* (5 octobre 2006), au-delà des consignes de vote, mettait le doigt sur un thème devant retenir toute l'attention : « *Quinze ans de néolibéralisme ont représenté une défaite très grande pour les intérêts du peuple [...]. Le mouvement de masse est en reflux. La gauche en général connaît une crise idéologique, de valeurs et de pratique politique [...]. Comment dépasser ce cadre historique défavorable ? Ce ne sera ni par une élection ni par une formule miraculeuse ; ce sera un long travail exigeant une patience historique qui permettra de regrouper des forces populaires autour d'un nouveau projet pour le pays et, dans ce but, nous avons*

besoin de reprendre le travail de base, de former des militants, de disposer de nos propres moyens de communication et de stimuler tout type de luttes sociales, en particulier avec la jeunesse urbaine. » L'accent mis sur la « *jeunesse urbaine* » de la part du principal dirigeant du MST mérite l'attention. Elle traduit une discussion qui est menée depuis un certain temps dans des cercles dirigeants du MST. Elle pose des questions cruciales relatives « *aux révoltes urbaines* » qu'illustre l'histoire récente de l'Amérique latine.

On peut certes discuter du jugement sur la période sociale et politique de Stedile. Mais il serait peu réfléchi d'écarter d'un revers de main ce point de vue au nom de certaines luttes, réelles, ou de l'émergence de nouvelles et estimables organisations sociales (Conlutas : une organisation socio-syndicale) ou politiques, comme le PSOL.

LE FRONT DE GAUCHE :

IMPRÉVU

IL Y A DEUX ANS

Fin 2003-début 2004, alors qu'un nombre croissant de militant·e·s du PT, des syndicats et des mouvements sociaux constatait la similitude entre l'architecture politico-économique du gouvernement Lula et celle de son prédécesseur, Fernando Henrique Cardoso (FHC), rares étaient celles et ceux estimant que les éléments d'une alternative, disposant d'une audience même limitée, pourraient être proposés lors de l'échéance politico-électorale de fin 2006.

Il est possible, à présent, d'affirmer que l'orientation néo-libérale du gouvernement Lula et les scandales de corruption à répétition ont été d'une grande aide pour permettre l'expression de cette « troisième force ». L'ar-

gument possède un grain de vérité, mais il est un peu court.

Les choix du gouvernement étaient prévisibles **avant sa formation**. Et les effets d'une telle gestion pouvaient aboutir à un désastre politique (ce qui est le cas) sans que puissent surgir des éléments, un brin crédibles, d'une autre option qui reste, assurément, à confirmer. En ce domaine, les exemples « négatifs » sont nombreux en Europe comme en Amérique latine. Ce ne fut pas le cas au Brésil, sans que cela doive susciter des accents triomphalistes.

Quant aux répercussions politiques des diverses malversations du gouvernement Lula, elles ne peuvent être méconnues. Dès 2005, elles ont évidemment choqué nombre de militants et de proches du Parti des Travailleurs (PT), ce parti chantre de « l'éthique ». Par contre, étant donné la « banalisation » de ces pratiques dans le monde cloîtré de la politique institutionnelle brésilienne, il n'y avait rien d'automatique, d'une part, à ce que surgisse une force politique à gauche du PT sur la base d'une réaction face à ces pratiques, et, d'autre part, à ce que soient compris, plus largement, le contenu socio-économique de ces actes et leur agencement politique. Autrement dit : comment concussion et malversations aboutissent-elles à soustraire, au détriment des pauvres, des ressources qui devraient être dédiées aux systèmes de santé, d'éducation, de transport, etc. ? Et, surtout, comment cette soustraction est-elle en lien direct avec les mesures de privatisation, de sous-traitance et les modalités brutalement « modernisées » d'appropriation privatisée de la richesse sociale ? Cette discussion devra se prolonger, alors que la campagne médiatique pour déterminer « *qui est le plus corrompu des deux candidats* » ou pour

attaquer Lula sur ce terrain a occupé une grande place au mois d'octobre ! Lors du premier tour, ce thème a été parfois ensablé par la porte-parole du Front de gauche dans un « moralisme » qui fit trop facilement l'impasse sur l'intrication entre contre-réformes néo-conservatrices et corruption, un phénomène aujourd'hui mondialisé.

Après les résultats du second tour, la tendance à oublier les traits particuliers de la configuration politique du premier tour serait désastreuse. Un fait massif doit être reconnu : ce furent **trois** figures (Lula, Alckmin et Heloisa Helena), et non **deux**, qui marquèrent le premier tour des élections, malgré tous les efforts des deux grandes machines électorales.

Or, cela ne peut pas être compris sans faire référence à la volonté affirmée sans relâche de participer à la construction d'une nouvelle formation politique socialiste révolutionnaire par la sénatrice Heloisa Helena (Alagoas), ainsi que par deux députés fédéraux, Luciana Genro (Rio Grande do Sul) et Baba (Joao Batista Oliveira dit Baba, alors député de l'État de Paraná), depuis leur exclusion du PT en 2003. Les forces politiques limitées qui, alors, les « entouraient » [1] ont participé, à contre-courant, à ce processus. D'autres les ont de suite rejointes, telle l'organisation « Socialisme et Liberté ». Puis de nombreux militants du PT, du mouvement syndical se sont ralliés à ce projet. Enfin des députés du PT, des personnalités de l'intelligentsia, souvent membres fondateurs du PT, ainsi que des courants politiques critiques (mais hésitants) au sein du PT (comme Action populaire socialiste) ont rejoint le Parti du socialisme et de la liberté (PSOL) au cours de la seconde moitié de 2005. La légalisation du PSOL sera officialisée en septembre 2005. Elle nécessita

la réunion de quelque 450 000 signatures. Le PSOL pouvait, dès lors, être présent, à l'échelle nationale, lors de l'échéance électorale de l'automne 2006. Il disposait d'une porte-parole, Heloisa Helena, connue nationalement, au caractère marqué par son histoire, et qui tranchait avec beaucoup d'élus par sa droiture lors des affrontements politiques avec la direction du PT comme avec le gouvernement Lula.

Toutefois, il faut avoir à l'esprit que le PSOL a affronté cette échéance électorale de 2006 alors qu'il est encore en voie de constitution. Entre réalité composite et pluralisme de courants dans le cadre d'une orientation définie, il est difficile de trancher, pour autant que cela soit possible, encore plus depuis une position d'extériorité. En effet, le premier congrès, dit *programmatisque*, du PSOL doit se tenir en mai 2007.

Le Front de gauche n'aurait pas existé pour ces élections sans l'adhésion du PSTU (Parti socialiste des travailleurs unifié). Cette organisation a une plus longue histoire. Elle est issue du PT au début des années 1990 et s'est formellement constituée en 1994. Sa continuité politique, liée à un courant du marxisme-révolutionnaire latino-américain, lui assure une homogénéité qui est un avantage. Mais cette permanence a sa contrepartie, parfois déroutante, au plan de son approche politico-théorique de l'actuelle période historique internationale. Toutefois, l'enracinement social du PSTU, se traduisant, par exemple, dans son rôle au sein d'un regroupement socio-syndical, Conlutas, qui cherche à prendre en compte les processus nouveaux de mobilisation face au rôle de contention, entre autres, de la CUT (Centrale unitaire des travailleurs), en fait un acteur sensible aux luttes des salarié-e-s et à leurs dynamiques

présentes. Cela peut contribuer à un processus d'accumulation de forces sur le moyen terme, avec une pérennité.

La formation du Front de gauche, auquel s'est joint le PCB (Parti communiste brésilien), a ainsi permis que s'affirme lors de la période électorale une « autre voix », clairement opposée au « modèle néo-libéral ». Et cela contre la volonté flagrante de Lula et d'Alckmin d'occuper une position monopolistique dans les médias et sur la scène politique. Cet acquis ne doit pas être sous-estimé.

Le Front de gauche a dû faire campagne sans disposer d'une intendance aguerrie et dans une certaine précipitation, cela dans un pays aux dimensions continentales. Il le fit contre la débauche de moyens financiers, malgré une grande inégalité de traitement dans les médias électroniques, à l'encontre des incitations au vote utile pour le PT, en dépit des pressions politiques de toutes sortes et du pouvoir des appareils (syndicaux, politiques, associatifs) dotés de leurs réseaux clientélares.

DES RÉSULTATS

CONTRASTÉS

Pour situer les suffrages recueillis par Heloisa Helena (6,85 % et 6 575 393 voix), il peut être utile de les comparer avec ceux obtenus par l'ex-ministre de l'Éducation Cristovan Buarque, candidat du Parti démocrate travailliste (PDT, parti créé par le défunt Leonel Brizola) : 2,64 % et 2 538 844 voix. Dans l'État de São Paulo, la candidate du Front de gauche a réuni 7,08 % (1 558 639). Le candidat du Front de gauche au poste de gouverneur, une figure connue et respectée, membre fondateur du PT, Plinio de Arruda Sampaio, a obtenu 2,49 %

(532 470). Cela donne une image plus précise de l'impact du Front de gauche. Dans l'État de Rio de Janeiro, Heloisa Helena a atteint le seuil inattendu de 17,13 % (1 425 699), alors que Geraldo Alckmin réunissait 28,86 % (2 402 076). Le candidat au poste de gouverneur du Front de gauche, l'ancien député du PT Milton Temer, récoltait 1,44 % (118 936). Dans le troisième collège électoral du Brésil, l'État de Minas Gerais, le résultat d'Heloisa Helena a été de 5,67 % (579 920). Par contre, la candidate du Front de gauche, Vanessa Portugal (PSTU-PSOL), obtenait 0,62 % (60 145). Milton Temer lui-même a souligné que la réalité et l'ascendant effectifs du PSOL et du Front de gauche à Rio étaient plus proches du résultat qu'il avait obtenu que du score, surprenant, d'Heloisa Helena.

Sans prétendre effectuer une analyse des résultats électoraux, nous donnons ces chiffres à titre indicatif, afin d'éviter une confusion entre l'audience chiffrée de la candidate présidentielle et l'influence politique du Front de gauche ainsi que de ses composantes. À l'inverse, celle-ci ne doit toutefois pas être mésestimée. Cela d'autant plus si, dans le futur, s'établit (ce qui n'est pas certain) une dialectique entre le « poids électoral » de la candidature présidentielle et une consolidation du PSOL.

L'écart entre le vote pour un candidat présidentiel médiatisé et celui en faveur de candidats au poste de gouverneur ou à d'autres fonctions, étant donné l'éventail plus large des partis en compétition, est loin d'être une exception. En outre, la candidature d'Heloisa Helena a certainement capté une catégorie de « votes de protestation ». À sa manière, Plinio Arruda Sampaio le constate dans un entretien accordé au quotidien

argentin *Pagina 12* (15 octobre 2006) lorsqu'il affirme qu'« *Heloisa a fait une campagne centrée sur la corruption du gouvernement et cela a pris* ». Par définition, le déplacement d'une fraction de ce genre de votes est aléatoire. Néanmoins, le profil politique très conservateur adopté par Alckmin, au cours du second tour, ne peut que rendre plus marginale une migration de ces « voix protestataires » vers la droite. Les polémiques virulentes, lancées au cours de la semaine suivant le résultat du premier tour, à propos du devenir d'une partie des suffrages recueillis par Heloisa Helena, visent à minimiser (avec des accents rêvés par la « gauche » de l'appareil du PT) l'identification de notables secteurs militants et populaires avec l'opposition qu'elle a incarnée face au programme néo-libéral et à la pratique du gouvernement. Cette polémique et ces supputations ont une fonction : assurer la domination du passé sur le futur, ce qui justifierait des positions « critiques » dans ou à la marge du PT.

La réélection dans l'État de Rio Grande do Sul de Luciana Genro, qui a réuni sur son nom 185 071 électrices et électeurs et se place en 4^e position parmi les élus à la Chambre des députés fédéraux dans cet État, reflète la vigueur comme l'audience de la campagne d'une candidate qui, dès son expulsion du PT, s'est engagée dans la bataille en vue de bâtir une force politique socialiste alternative au PT.

Deux autres députés du Front de gauche ont été élus. L'un à Rio, Chico Alencar (119 069 suffrages) ; l'autre à São Paulo, Ivan Valente (83 719). Parmi les députés qui se présentaient sur les listes du Front de gauche (et qui étaient membres du PSOL) n'ont pas été réélus : Joao

Alfredo (État de Ceara), Maria José Maninha (District fédéral), Orlando Fantazini (São Paulo) et Baba (Rio). Aucun candidat du PSTU n'a été élu. Deux députés ont été élus dans l'État de São Paulo : Carlos Gianazzi et Raul Marcelo.

CAMPAGNE ET PROGRAMME

Il appartient au Front de gauche et à ses composantes (avant tout le PSOL et le PSTU) d'établir, avec un certain recul, un bilan de cette campagne électorale et de ses suites. Nous le ferons connaître à nos lectrices et lecteurs, sous la forme la plus adéquate. Toutefois quelques remarques peuvent permettre d'en appréhender déjà quelques traits et enjeux.

Le nombre de députés fédéraux élus ne peut être le critère premier permettant de qualifier une telle campagne. Certes, il serait naïf de négliger le rôle des élus, d'autant plus s'ils interagissent avec des actions directes des opprimé·e·s, seules susceptibles de mettre des coups d'arrêt aux contre-réformes.

Dans le contexte brésilien, l'élu est la source d'importants moyens matériels et d'une certaine surface médiatique. Le pendant de ce genre de gains risque de rendre une formation politique très dépendante des ressources financières de quelques élu·e·s et du nombre de « conseillers » rémunérés qui leur sont attribués. Dès lors, si ne se renforce pas un fonctionnement donnant un relief particulier aux structures de base de l'ensemble du parti (ici le PSOL), à son fonctionnement démocratique, à ses activités communes ainsi qu'aux discussions qui y sont liées, la force d'attraction de réseaux centrés autour des quelques députés ou de courants se rigidifiant

peut avoir des effets délétères.

Pour revenir à la campagne, le plus important reste à évaluer sa signification politique pour une frange de travailleuses et de travailleurs, de militants engagés dans divers mouvements sociaux ; et cela face au nouveau gouvernement Lula.

La campagne du Front de gauche s'est appuyée sur l'énorme effort de présence d'Heloisa Helena qui sillonna tout le pays, avec une aide matérielle réduite. Elle apporta son appui (parfois de manière sélective) aux divers candidats. L'articulation entre les initiatives de terrain des nombreux activistes présents dans les mouvements sociaux et la tendance à stariser les candidats les plus connus, plus particulièrement Heloisa Helena, a été souvent difficile à gérer. La jonction entre la campagne et les quelques luttes en cours (à la Volkswagen, dans la poste et les banques) n'a pas toujours été aisée à établir.

Le Manifeste du Front de gauche représentait la référence programmatique commune. Ce genre de document peut toujours donner lieu à discussion. C'est la loi du genre. Divers éléments le structuraient. On peut en détacher les principaux : la suspension du paiement de la dette interne et externe, avec ce qui en découle comme rupture avec le capital financier et l'impérialisme ; la mobilisation contre la « révision » de la législation du travail et contre la poursuite des attaques portée à la prévoyance sociale ; enfin une réforme agraire effective.

La posture combative et dénonciatrice adoptée par Heloisa Helena lui accorda très vite un écho. Toutefois, la difficulté à faire ressortir avec plus de clarté les quelques thèmes programmatiques décisifs du Manifeste se fit ressentir, entre autres à l'occasion de moments cruciaux de la pha-

se terminale de la campagne. Ainsi, le péril n'a pu être évité que, parfois, dénonciations et attaques se disjointent de l'exposition d'éléments clés du programme, pour autant que ces derniers n'aient pas été, à l'occasion, simplement laissés de côté.

Émettre, ici, des jugements abrupts sur le contenu, le sens et la dynamique de la campagne électorale du Front de gauche et de ses composantes à partir des résultats mentionnés et des quelques considérations faites par des « analystes » serait présomptueux et impropre.

La complexité de la situation est indéniable. Le PSOL entre dans une nouvelle étape de sa constitution. Devant des difficultés politiques effectives, les tendances centripètes vont-elles s'imposer ? Ou bien, l'agglutination récente (au sein du PSOL) de forces et de courants différents, dont l'ancrage géographique est diversifié et disposant d'une représentation institutionnelle dissemblable et limitée, va-t-elle laisser cours à des tendances centrifuges ? Elles pourraient certes être contenues par une attitude responsable et le sentiment partagé du besoin d'un cadre unitaire. Pour l'heure, des interrogations restent sans réponse : quelles seront la quantité et la qualité des mobilisations sociales au cours du prochain mandat gouvernemental de Lula, et comment ces dernières pourront-elles nourrir une élaboration politique et programmatique mettant au centre le rôle de protagonistes des exploité·e·s et des opprimé·e·s ?

Le Front de gauche a été une première expérience. Va-t-il se poursuivre et sous quelle forme ? Cela pourrait représenter une avancée s'il s'articulait autour d'objectifs précis visant à épauler des luttes, particulièrement face à l'imminence de la réforme du

MANIFESTE DU PSTU EN FAVEUR DU VOTE NUL [1ER OCTOBRE 2006]

Le second tour annonce une énorme polarisation électorale dans le pays. Lula et Alckmin s'acheminent vers une bataille serrée. Une élection qui était pratiquement gagnée par Lula au premier tour s'est transformée en une bataille aiguë en raison des deux erreurs grossières du président et du PT qui ont causé un séisme dans la campagne : le montage du dossier contre José Serra et son absence lors du débat sur la chaîne de télévision Globo.

En ce moment, même les travailleurs les plus conscients ne savent plus s'ils doivent ou non appuyer Lula contre Alckmin. L'on entend parmi eux : « *Malgré tout, Lula était ouvrier, et Alckmin représente la bourgeoisie.* » Ou encore : « *Lula est mauvais, mais il est de gauche, alors qu'Alckmin est de droite.* »

Nous respectons l'opinion et le sentiment de ces travailleurs, mais nous désirons expliquer pour quelle raison nous pensons que les travailleurs ne devraient appuyer ni Alckmin ni Lula et pourquoi nous défendons le vote nul au second tour.

ALCKMIN EST LE CANDIDAT DE LA DROITE TRADITIONNELLE, CORROMPUE ET ANTI-OUVRIERE

Nous partageons avec beaucoup de travailleurs le rejet des banquiers, de la droite, d'Alckmin et du PSDB-PFL [Parti social-démocrate brésilien - Parti du Front libéral]. Alckmin est un candidat bourgeois, appuyé par une partie des banquiers et de la droite traditionnelle. Toute personne qui se souvient de ce que fut le gouvernement Fernando Henrique [FHC] ne peut renoncer à répudier sa nouvelle version sous les traits d'Alckmin.

Celui-ci a beau jeu de se dire « *contre la corruption* » et « *pour le développement économique* », mais il représente la continuité du gouvernement FHC, responsable de l'un des plus grands (si ce n'est LE plus grand) des scandales de corruption de tous les temps. Seulement avec les privatisations de la Vale do Rio Doce [la principale entreprise minière du Brésil, présente sur tout le continent] et de la Telebrás, le pays a été spolié à hauteur d'environ 220 milliards de reais, ce qui représente la moitié de l'actuelle dette extérieure. Cet argent est allé enrichir les multinationales et les politiciens du PSDB et du PFL.

Le « *développement* » défendu par Alckmin est le modèle néo-libéral du FMI, imposé par les gouvernements Collor et FHC et aussi, malheureusement, par Lula. C'est un projet qui met à mal la souveraineté du pays, qui privatise les entreprises d'État et la santé, donne des milliards aux banquiers et aux grandes entreprises et qui retire des droits et de l'argent aux travailleurs.

...MAIS LULA NE REPRÉSENTE PAS LES INTÉRÊTS DES TRAVAILLEURS

La polarisation existant entre Lula et Alckmin ne se trouve pas entre les travailleurs d'un côté et le capital de l'autre. Le gouvernement de Lula n'a malheureusement pas gouverné en faveur des travailleurs et de la majorité du peuple, mais en faveur des banquiers et des grandes entreprises.

Les miettes distribuées dans le cadre de la bourse-famille ont la même explication et le même objectif que les programmes « *sociaux* » des gouvernements de droite dans le monde entier : garantir une base électorale et l'acceptation du modèle néo-libéral. Ils veulent que le peuple se satisfasse de très peu de chose et accepte ainsi un plan économique au service des banquiers, des entrepreneurs et des latifundistes.

Ce n'est pas par hasard que les banquiers et la bourgeoisie sont divisés dans ce second tour. Lors des élections [municipales] de 2004, les banquiers et les grands entrepreneurs ont financé autant le PT que le PSDB et maintenant ils parient sur Lula et sur Alckmin. Jusqu'à Olavo Setúbal (le patron de la banque Itaú), qui a reconnu que c'est égal qui gagnera.

Bush lui, le plus grand représentant de l'impérialisme, continue à appuyer Lula dans le gouvernement duquel il existe de grands représentants de la bourgeoisie et de la droite, comme José Alencar (patron de la plus grande entreprise textile du pays) ou Henrique Meirelles (Banque de Boston).

ALCKMIN EST DE DROITE ET LULA N'EST PAS DE « GAUCHE »

Dans le passé, Lula fut de gauche, mais aujourd'hui il fait une politique de droite. Comment pouvons-nous définir un gouvernement qui a suivi le même plan néo-libéral que FHC ? Est-il de gauche ? Comment définir un gouvernement qui envoie des troupes en Haïti au service de Bush ? Est-il de gauche ? Comment définir celui qui a des alliés comme José Sarney, Maluf et Jader Barbalho ? Quant à la corruption effrayante du gouvernement Lula, n'est-elle pas la même que celle de la droite ?

La réalité est la suivante : autant Lula qu'Alckmin sont des représentants de la grande bourgeoisie et de la droite dans ce pays. Malgré le fait que Lula soit d'origine ouvrière et de gauche, celui-ci défend les mêmes plans qu'Alckmin. Le vote pour Lula est un vote pour quelqu'un qui va attaquer durement les travailleurs avec des réformes sur le code du travail et la sécurité sociale.

LULA ET ALCKMIN VONT ATTAQUER LES TRAVAILLEURS. IL NOUS FAUT ORGANISER LA LUTTE !

La Chambre des députés a déjà approuvé, sur proposition de Lula, le décret du Super-simples qui retire aux travailleurs des micro-entreprises le droit au treizième salaire et aux vacances. Les patrons de ces entreprises peuvent, en alléguant des difficultés financières, retirer ces droits historiques aux travailleurs [plus de 95 % des entreprises relèvent de la catégorie micro ou petites au Brésil].

Autant Lula qu'Alckmin se sont déjà engagés à élargir cette réforme en direction de tous les travailleurs. L'argument est le même que celui utilisé par les gouvernements de droite dans le monde entier : « *Le retrait de ces droits stimule les investissements.* » Un mensonge, confirmé dans tous les pays dans lesquels la réforme du code du travail s'est déjà faite. Les patrons des entreprises ont empoché un bénéfice accru et il n'existe aucun « *développement* » supplémentaire.

L'autre réforme, déjà définie autant par Lula que par Alckmin, c'est celle de la prévoyance sociale. L'objectif est d'élever l'âge minimal de la retraite à 65 ans.

Il existe une énorme bataille électorale entre Lula et Alckmin. Mais il n'existe aucune différence entre leurs projets contre les travailleurs, parce que les deux défendent les mêmes propositions exigées par les grandes entreprises. Si Lula représentait les travailleurs et Alckmin la bourgeoisie, alors il y existerait des différences dans leurs programmes. Mais il n'en existe aucune.

LE VOTE NUL CONSTITUE LA VÉRITABLE ALTERNATIVE

Nous affirmons que le fait de voter pour Alckmin revient à accepter le retour de la droite traditionnelle qui essaie de profiter du manque de mémoire du peuple en relation au gouvernement de FHC.

Nous affirmons que le vote pour Lula constitue un chèque en blanc en faveur de quel-

droit du travail et de la prévoyance sociale, ou encore de la réforme agraire. À ce sujet, Conlutas et d'autres forces développent, dès maintenant, une campagne nationale.

NI ALCKMIN NI LULA

Le premier tour passé, le choix du mot d'ordre de vote pour le second a, de suite, ouvert des débats. À cette occasion, les « principes » ou la « tactique » sont, fort souvent, invoqués et la chaleur de la discussion, durant un laps de temps, peut être entretenue. L'exécutif national du PSOL, dès le 3 octobre, prend position pour le vote nul. Le PSTU a fait de même, dès le 1^{er} octobre 2006 (voir document publié en encart), précipitant de la sorte les prises de position.

Dans sa déclaration, l'exécutif du PSOL souligne :

« Les candidatures en compétition dans le second tour défendent des politiques économiques néo-libérales et des réformes qui continueront à enlever des droits aux travailleurs, aux salariés des services publics et aux retraités brésiliens ; et dans le domaine de l'éthique, les deux partis et coalitions représentés par Lula et Alckmin recèlent nombre de dirigeants et parlementaires mêlés à des pratiques de corruption, de vols, de trafics d'influence dans les gouvernements, de fraudes dans les adjudications et à d'autres délits contre le patrimoine ainsi que l'administration publics. »

Le PSOL a fait une campagne avec Heloisa Helena en défendant les intérêts du peuple brésilien en faveur d'un gouvernement honnête et éthique, et pour un programme de changements profonds du modèle économique, politique et social du pays. Nous avons obtenu 6 millions de suffrages de la part des Brésiliens qui ont manifesté leur confiance dans nos propositions et

qu'un qui a déjà démontré qu'il servait les intérêts des banquiers et qui est en train de préparer une attaque massive contre les travailleurs au cas où il est réélu.

Le vote nul n'indique pas seulement le manque d'alternatives électorales pour les travailleurs dans ce second tour. Un grand nombre de votes nuls affaiblirait les deux candidatures ainsi que le futur gouvernement élu.

Nous avons été ensemble avec le PSOL et le PCB au sein du Front de la gauche au premier tour des élections en soutenant la candidature d'Heloisa Helena. Nous appelons ces partis, ainsi que les militants indépendants, à défendre avec nous la position du vote nul au second tour.

notre programme de gouvernement afin de répondre aux revendications de la classe ouvrière et de la population paupérisée.

Au nom de cette partie des électeurs nous ne pouvons adopter une autre position que celle de dénoncer les candidatures d'Alckmin et de Lula comme des appuis à un modèle politique, économique et social injuste, dont l'autre facette est aussi la corruption généralisée, modèle qui maintiendra des millions de Brésiliens dans la misère et la dépendance des aumônes gouvernementales, sans dignité et sans perspective d'emploi comme de salaires meilleurs. En outre, quel que soit l'élu, le cadre politique national est déjà défini en faveur d'une alliance conservatrice de centre droit, avec le PT ou avec le PSDB, sans changement dans l'économie et dans le monde du travail, c'est-à-dire avec une continuité de soumission au capital financier, avec un excédent primaire [excédent budgétaire afin de pouvoir assurer le service de la dette], avec des taux d'intérêt élevés, ainsi qu'avec des coups portés aux salaires et le démontage des services publics. Il n'y aura ni réforme agraire,

ni une politique de relance de l'emploi et des revenus des salariés comme de la classe moyenne.

Nous avons passé huit ans [à lutter] contre le gouvernement de FHC et ses politiques. Et quatre années de plus à dénoncer et à combattre le gouvernement Lula avec ses options de continuité du néo-libéralisme. Aujourd'hui, en deux jours, nous ne nierons pas ce que nous avons fait au cours de ces douze ans. La position du PSOL a valeur pour les affiliés au PSOL. Nos membres, dans le secret de l'urne, ont le droit de faire ce qu'ils veulent. Publiquement, ils ne le peuvent pas. Ni un député, ni une sénatrice, ni un conseiller municipal ou un dirigeant syndical ne peuvent se le permettre. Pour ces figures publiques [cette décision] est encore plus importante, parce que des déclarations dans la presse, d'une façon ou d'une autre, seront qualifiées comme une campagne [en faveur de Lula], et à ce propos notre résolution possède un caractère prohibitif [d'interdiction]. »

Luciana Genro, dans une déclaration datée du 10 octobre 2006, faite à la Chambre des députés, précise : « *Maintenant nous affrontons le deuxième tour. Il serait absolument incohérent de la part d'un quelconque dirigeant du PSOL de se prononcer en faveur d'une des deux candidatures. Durant toute notre campagne, nous avons dit qu'aussi bien Lula qu'Alckmin sont les deux facettes d'une même médaille. [...] Par conséquent... nous disons au peuple brésilien : votez pour qui vous voulez, choisissez le candidat qui vous apparaît le plus adéquat, ou votez nul ou blanc, mais, indépendamment du choix électoral que vous faites maintenant, n'ayez aucune confiance, n'ayez aucune illusion que l'un des deux représentera des avancées pour les intérêts du peuple. »*

Rien de très confondant à ce que cet-

te prise de position ait suscité quelques réactions parmi des adhérents du PSOL, réactions qui peuvent aussi faire écho à la manière dont a été ressenti, suivant les États, l'impact de la campagne.

« UN JUGEMENT

POLITIQUE,

PAS UNE QUESTION

DE PRINCIPE »

Au risque de simplifier, on peut énoncer les problèmes suivants. Tout d'abord s'est manifestée, chez certains militants du PSOL, une irritation face à une décision adoptée dans un très bref laps de temps, sans une consultation plus large des membres ou d'une instance intermédiaire. Ensuite, dans ces conditions, l'interdiction d'énoncer publiquement une option différente de celle de l'exécutif a heurté des membres. Par analogie aux ordres pontificaux, ces derniers ont fait allusion au « *silence obséquieux* » imposé à des théologiens de la libération. Enfin, les positions différentes renvoyaient à des considérations multiples sur : l'appréciation des effets très différenciés d'une victoire de Lula ou d'Alckmin (l'argument a perdu de son intensité suite à l'évolution des sondages donnant clairement Lula vainqueur) ; les rapports futurs du PSOL avec des membres du PT après un vote nul, ce qui concerne particulièrement le courant de l'APS encore lié à une « gauche » du PT ; le sens même du vote au second tour, pour reprendre la formule de Milton Temer : « *Le premier tour est un vote ; le second un veto* » ; la fonction même du gouvernement Lula et de sa « *machine de gestion de la crise capitaliste* » pour ce qui a trait à l'organisation, ou à la désorganisation, des mouvements sociaux.

Ce dernier point est particulièrement mis en relief par le sociologue Ricardo Antunes, membre du PSOL. Après avoir souligné que, à l'évidence, « les candidatures de Lula et Geraldo Alckmin ne sont pas identiques », Antunes déclare :

« Le gouvernement Lula est une expression qui provient des luttes sociales et qui a fini par embrasser les options droitières de fond. Avec cela, Lula a agi en vue de désarticuler les luttes sociales... Le gouvernement Lula s'est montré très "compétent" pour déstructurer les forces de gauche brésiliennes qui ont été mises en pièces. Le défi du PSOL et des mouvements sociaux consiste à les regrouper à nouveau. La confusion engendrée par Lula est telle qu'il est tenu par les mouvements sociaux tantôt comme un ennemi, tantôt comme un allié, ou encore comme un gouvernement "en dispute" [où des options différentes s'affronteraient]. De la sorte, on ne sait plus apprécier quelle est l'option la moins néfaste. [...] C'est la première fois que je vote nul. C'est une position difficile. Mais on ne peut pas faire l'impasse sur les énormes préjudices causés à la gauche et au mouvement populaire. Cela est fait sous des formes différentes que la droite. Pour ce qui est de FHC et d'Alckmin, ils cherchent à criminaliser le MST (Mouvement des sans-terre), ce que Lula ne pourrait faire; il embrouille ces mouvements. Aucune réforme agraire n'a été effectuée qui aurait égratigné la structure de l'agrobusiness et la concentration séculaire de la terre; mais il [le gouvernement Lula] a rendu les mouvements de lutte pour la terre dépendants des ressources gouvernementales. [...] Je répète que nous n'acceptons cette "dualité" que l'ordre veut nous imposer : choisir entre deux propositions d'une alternative, qui en réalité sont semblables. Il est important de dire que cela n'est pas une question de

principe, mais relève d'un jugement politique. Moi, à coup sûr, je ne voterai jamais PSDB; mais le PT doit une fois comprendre que, à dater de maintenant et dans le futur, il y aura toujours une opposition à sa gauche qui est sortie du ghetto. » (Carta Maior, 13 octobre 2006)

Cette orientation, qui rejoint celle d'Heloisa Helena, peut s'avérer celle qui, dans les mois à venir, permettra le mieux de fixer le cadre d'un débat approprié afin de préciser les lignes de force programmatiques du PSOL ainsi que la perspective permettant d'entreprendre des tâches que le Front de gauche pourrait s'assigner face au deuxième gouvernement Lula, orfèvre en matière de désorganisation des mobilisations sociales et de cooptation politique.

La sociologie électorale du vote en faveur de Lula au second tour et sa progression dans de nombreux États ne peuvent être confondues avec le sens et la dynamique politiques de classe issus de ce vote. Le faire risque de susciter des déconvenues. Cela revient à continuer à analyser, avec l'inertie propre à une partie de la « gauche radicale », les processus électoraux selon une grille d'interprétation déphasée par rapport à la conformation présente des affrontements de classes en Amérique latine (et ailleurs).

UNE AUTRE PÉRIODE

Sur la similitude substantielle des politiques économiques des deux candidats un consensus s'était établi, avant le second tour, parmi celles et ceux qui critiquent la politique du gouvernement Lula. Toutefois, certaines personnalités du PSOL (de Chico Alencar à Plinio de Arruda Sampaio, en passant par Chico de Oliveira) ont mis en avant, au-delà des intentions

particulières de chacun, un choix consistant à présenter une liste de revendications, plus ou moins étendue, à Lula à l'occasion du second tour. Sans une réponse claire de la part de ce dernier, Sampaio déclarait que le vote nul s'imposerait. Il mettait l'accent prioritairement sur la réforme agraire dont certaines mesures pouvaient être prises, sur le champ, par décret présidentiel. Oliveira tendait plutôt à envisager l'utilisation d'une plate-forme revendicative minimale pour exercer, dans cette conjoncture électorale déterminée, une pression sur Lula, ce qui l'a conduit à renoncer au vote nul.

On est en droit de s'interroger (pour utiliser un euphémisme) sur l'efficacité de cette tentative, même exigeante, de « mise au pied du mur » d'une machine électorale luliste rompue à toutes les manœuvres. En outre, dans quelle mesure ces exigences ne suscitent-elles pas un espoir minime (et politiquement désarmant) d'un tournant dans la gestion du second gouvernement Lula et ne vont-elles pas à l'encontre de la qualification même que ces militants font de ce gouvernement, comme porteur de l'ordre capitaliste ? D'ailleurs Sampaio, dans un débat à São Paulo, le 9 octobre 2006, a perçu le danger « de tromper le peuple » en laissant entendre que Lula pourrait mener une politique de gauche (Carta Maior, 10 octobre 2006). Par contre, initier une campagne unitaire, dès le début octobre, sur quelques revendications dont l'urgence éclatera très vite relevait d'un choix qui aurait traduit la volonté de prolonger le changement, fort modeste, des rapports de forces politiques que les résultats du Front de gauche ont mis en lumière.

Le MST n'avait pas donné de mot d'ordre de vote lors du premier tour. Joao Pedro Stedile n'avait pas man-

qué à cette occasion de souligner que, étant donné l'absence de projets différents, « *le processus électoral tourne à une lutte pour des postes et entre groupes* ». Lors de ce second tour, la position a changé. Stedile déclarait : « *La bourgeoisie va s'unifier autour d'Alckmin, et la classe laborieuse, le peuple, doit s'unifier autour de Lula, indépendamment de ses propositions* », car une victoire d'Alckmin prolongerait la « *durée de la période hostile* » (*Carta Maior*, 5 octobre 2006). Stedile y ajoutait des considérations sur l'impact international négatif pour l'Amérique latine d'une victoire d'Alckmin. Sa consigne de vote était objectiviste ; elle ne dépendait pas des « propositions » mises en avant par Lula durant le second tour. D'aucuns soulignent l'ambiguïté cultivée par la direction du MST étant donné, entre autres, sa relative dépendance matérielle envers le gouvernement. Ce qui est certainement un élément à prendre en compte.

Mais, vu sous un autre angle, se dégage l'impression que plus d'un représentant de mouvements sociaux mesure l'ampleur des difficultés auxquelles ils devront s'affronter. Une relance de mobilisations, dans le contexte socio-économique présent, nécessitera un type d'accumulation de forces et d'expériences qui ne s'inscriront plus dans le cycle des attentes structurées sur, d'une part, les initiatives prises par un gouvernement du PT avec ses alliés (de droite) et, d'autre part, sur des mobilisations jouant un rôle d'aiguillon. Cette période, plus construite sur des espoirs (ou des illusions) que sur des faits tangibles, est close.

Une autre période s'ouvre (ou était déjà ouverte). Il serait ainsi illusoire, au plan politique, d'envisager un remake du PT des années 1970-1980. Au même titre, ce serait faire preuve de myopie que de ne pas concentrer l'attention et l'action sur les contenus et les formes que prennent et pren-

dront (dans une mixité de nouveau et d'ancien) les « révoltes » des opprimé·e·s et des exploité·e·s. Elles exploseront dans un contexte national et international où s'affermiront une mise en concurrence des salarié·e·s et des couches laborieuses à l'échelle mondiale, quasi en temps réel. Or, le revers de cette vaste reconfiguration n'est autre qu'une ségrégation socio-spatiale accentuée, construite par ce déchaînement. Ce qui devrait requérir la difficile articulation d'initiatives politiques et sociales reposant, elles, sur ce qui s'institue comme propre et universel dans ces révoltes.

Note

1. Le MES (Mouvement de la gauche socialiste) pour Luciana Genro ; le Courant socialiste des travailleurs (CST) pour Baba et une fraction tout à fait minoritaire de la Démocratie socialiste (actuellement au sein d'un courant plus large et représentatif : Enlace) pour Heloisa Helena